



LES BRICS, ACTEURS DE LA PRÉPARATION D'UNE ALTERNATIVE AU MODÈLE UNIPOLAIRE EN CRISE

Résumé : Durant la bipolarité Est-Ouest, le non-alignement permettait aux pays du Tiers Monde de tirer parti des contradictions entre grandes puissances, favorisant les luttes anti-coloniales et la promotion d'un nouvel ordre économique international fondé sur le droit au développement. La fin de cette dynamique s'explique par la fragmentation des forces d'émancipation, la centralisation globale du capital au profit du bloc occidental et la consolidation d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis. Les décisions récentes du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment sur Gaza, illustrent le retour de pratiques néocoloniales, montrant l'incapacité actuelle des structures alternatives à rivaliser politiquement avec l'« Occident collectif ». Toutefois, à long terme, les BRICS contribuent à l'érosion progressive de l'hégémonie américaine par la diversification monétaire, commerciale et technologique, et par l'émergence de nouveaux partenariats Sud-Sud, y compris chez des États auparavant alignés sur l'Occident. Le néocolonialisme s'est enraciné dans les structures sociales héritées du colonialisme, favorisant l'essor de bourgeoisies compradore et la corruption, phénomène renforcé après l'effondrement du camp socialiste et la généralisation du capitalisme néolibéral. Contrairement aux mouvements de libération nationale du xx^e siècle, la multipolarité actuelle n'est plus portée par une mobilisation populaire de masse, mais par des élites étatiques et économiques, ce qui explique l'ambiguïté et la prudence géopolitique de nombreux États des BRICS dans les conflits contemporains. Les BRICS ne constituent donc pas une véritable alternative systémique au capitalisme mondial en crise, mais un contrepoids partiel qui prépare, sans le garantir, un nouvel ordre international. Leur potentiel transformateur dépendra de la reconstitution de forces sociales mobilisées capables d'imposer des projets politiques, économiques et civilisationnels cohérents dépassant les limites actuelles de la multipolarité.

1. Professeur d'histoire contemporaine et de science politique, Maître de conférences HDR (habilité à diriger des recherches) à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales) à Paris, membre du Conseil scientifique de l'Académie de Géopolitique de Paris.

Mots-clés : BRICS, Unipolarité, Multipolarité, Bipolarité, Tiers Monde, Luites anticoloniales, Droit au développement, Occident, États-Unis, Conseil de sécurité de l'ONU, Néocolonialisme, Hégémonie, Diversification, Partenariats Sud-Sud, Bourgeoisies compradore, Corruption, Capitalisme néolibéral, Masses populaires, Élites, Géopolitique, Crise, Nouvel ordre international.

THE BRICS, A PLAYER IN PREPARING AN ALTERNATIVE TO THE CRISIS-RIDDEN UNIPOLAR MODEL

Abstract: *During the East-West bipolar era, non-alignment allowed Third World countries to capitalize on the contradictions between great powers, fostering anti-colonial struggles and promoting a new international economic order based on the right to development. The end of this dynamic can be explained by the fragmentation of emancipatory forces, the global centralization of capital to the benefit of the Western bloc, and the consolidation of a unipolar world dominated by the United States. Recent decisions by the UN Security Council, particularly regarding Gaza, illustrate the return of neo-colonial practices, demonstrating the current inability of alternative structures to compete politically with the «collective West.» However, in the long term, the BRICS are contributing to the gradual erosion of American hegemony through monetary, commercial, and technological diversification, and through the emergence of new South-South partnerships, including among states previously aligned with the West. Neocolonialism has taken root in the social structures inherited from colonialism, fostering the rise of comprador bourgeoisies and corruption, a phenomenon exacerbated after the collapse of the socialist bloc and the spread of neoliberal capitalism. Unlike the national liberation movements of the 20th century, today's multipolarity is no longer driven by mass popular mobilization, but by state and economic elites. This explains the ambiguity and geopolitical caution of many BRICS states in contemporary conflicts. The BRICS, therefore, do not constitute a genuine systemic alternative to global capitalism in crisis, but rather a partial counterweight that is preparing, without guaranteeing, a new international order. Their transformative potential will depend on the reconstitution of mobilized social forces capable of imposing coherent political, economic, and civilizational projects that transcend the current limitations of multipolarity.*

Key words: *BRICS, Unipolarity, Multipolarity, Bipolarity, Third World, Anti-colonial struggles, Right to development, West, United States, UN Security Council, Neocolonialism, Hegemony, Diversification, South-South Partnerships, Comprador bourgeoisies, Corruption, Neoliberal capitalism, Popular masses, Elites, Geopolitics, Crisis, New international order.*

À L'ÉPOQUE DU MONDE BIPOLAIRE, le conflit ouvert entre capitalisme et socialisme a permis l'émergence du non-alignement entre ces deux pôles rivaux politiquement, économiquement, socialement et idéologiquement. Ce non-alignement a donné aux peuples colonisés l'opportunité de se mobiliser dans leur lutte pour l'indépendance et a permis aux nouveaux États indépendants de tirer profit des contradictions entre les deux puissances mondiales afin d'obtenir des concessions. Ainsi s'est formée, dans ce qu'on appelait alors le Tiers Monde, une alliance *de facto* entre les masses laborieuses, les élites intellectuelles, les bourgeoisies naissantes et les nouveaux États indépendants en quête de reconnaissance,

alliance dont les grandes puissances ont dû tenir compte. Cette situation a, par ailleurs, conféré aux pays socialistes et du Tiers Monde un rôle dynamique dans les stratégies de développement visant à instaurer un nouvel ordre économique international qui considère les droits sociaux et le droit au développement comme fondamentaux, contrairement aux droits individuels mis en avant par les États capitalistes².

Aujourd'hui, la situation a considérablement évolué : le front uni des forces d'émancipation s'est fragmenté, tandis que, parallèlement, la concentration des moyens de production et d'échange s'est centralisée à l'échelle mondiale au profit du bloc occidental, sous l'hégémonie des États-Unis. Les contradictions sociales, économiques et internationales existantes se sont indéniablement exacerbées, entraînant une multiplication des guerres et des conflits, mais elles sont aussi devenues beaucoup plus floues.

Il est donc nécessaire de bâtir de nouvelles alliances sociales et nationales, adaptées à cette nouvelle ère où les peuples, tout en aspirant au développement, à l'égalité et à la paix, se heurtent à la résurgence de politiques bellicistes visant à imposer un monde monopolistique, centralisé et unipolaire.

La dernière décision du Conseil de sécurité de l'ONU concernant Gaza illustre de façon flagrante le retour d'une mentalité purement coloniale, méprisante pour le droit à l'autodétermination inscrit dans la *Charte des Nations Unies*³. Il s'agit d'une situation typiquement régressive et réactionnaire, unimaginable dans les années 1960 et 1970. Ce constat démontre que les nouvelles alliances – BRICS, OCS, ASEAN, ALBA, UA, etc.⁴ – ne sont pas en mesure de rivaliser efficacement à ce jour avec « l'Occident collectif », centré sur les États-Unis et le dollar américain,

2. La lutte pour le Nouvel Ordre Économique International a été relancée à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2023 grâce à la présidence cubaine des États membres du « Groupe des 77 plus la Chine ». « Vers un nouvel ordre économique international : résolution adoptée par l'Assemblée générale », ONU, Assemblée générale (77e session : 2022-2023), lien : <https://digitallibrary.un.org/record/3998613?ln=fr&v=pdf> (consulté le 15 décembre 2025).

3. Toubassi Marwan Emil, « Resolution 2803 : When the Security Council Becomes a Tool to Manage Occupation Instead of Ending It », *Defend Democracy Press*, 23 novembre 2025, lien : <https://www.defenddemocracy.press/resolution-2803-when-the-security-council-becomes-a-tool-to-manage-occupation-instead-of-ending-it/> (consulté le 15 décembre 2025) ; *Charte des Nations Unies*, San Francisco, 26 juin 1945, lien : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text> (consulté le 15 décembre 2025).

4. Note de la rédaction (NDR) : *Brazil-Russia-India-China-South Africa* (BRICS), Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), *Association of Southeast Asian Nations* (ASEAN), Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), Union Africaine (UA).

Wall Street, la *City* de Londres et, dans une moindre mesure, la Banque centrale européenne (BCE) basée à Francfort⁵. Ce qui était pourtant le cas auparavant pour les pays socialistes, les États du Mouvement des non-alignés, le groupe des 77 et même la France de De Gaulle. Pour le moment la Russie, la Chine et l'Algérie ne sont plus en mesure de s'opposer, au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'initiative américaine soutenue par de nombreux États arabes et asiatiques « clients », qui auraient été dénoncés auparavant comme « États néocoloniaux ».

Cela signifie-t-il que les BRICS, et parallèlement d'autres structures internationales potentiellement alternatives, sont inutiles à la construction d'un ordre mondial « meilleur » ?

Contradictions entre tendances à long terme et tragédies à court terme

Alors que l'on constate une ambiguïté dans les décisions prises par les pays des BRICS concernant les conflits actuels, malgré les taux de croissance, la baisse des niveaux de pauvreté, l'émergence de monnaies alternatives au dollar américain, de nouvelles tendances commerciales, le développement scientifique, les nouvelles orientations de la coopération culturelle, l'initiative « *Une Ceinture, une Route* »⁶, etc., il faut noter que les BRICS et les pays associés construisent progressivement des relations multipolaires, qui tendent à réduire lentement la centralité des États-Unis.

5. Voir les interventions du chercheur chinois Zhang Sheng expliquant les contradictions internes de la Chine concernant son rapport au conflit palestinien : Zhang Sheng, « From Global Anti-Imperialism to the Dandelion Fighters. China's Solidarity with Palestine from 1950 to 2024 », TNI (Transnational Institute), 12 mars 2025,

lien : https://www.tni.org/en/article/from-global-anti-imperialism-to-the-dandelion-fighters?fbclid=IwY2xjawOTwfZleHRuA2FlbQlXMQBzcnRjBmFwcF9pZBAyMjIwMzIxMzgzNzg4MjAwODkyAAEeVjSLQ5JjwaTySct0mv8hjZ8D1WNYG0VadZKJBJBDyfpclR3HHDvnRmp-pjSo_aem_BXItlu3-zjRZDrNUjW6YrA (consulté le 15 décembre 2025) ; Zhang Sheng, « De l'anti-impérialisme mondial aux combattants 'dandelion' : la solidarité de la Chine avec la Palestine de 1950 à 2024 », *Le Grand Soir*, 23 novembre 2025, lien : https://www.legrandsoir.info/de-l-anti-imperialisme-mondial-aux-combattants-dandelion-la-solidarite-de-la-chine-avec-la-palestine-de-1950-a-2024.html?fbclid=IwY2xjawOTwdFleHRuA2FlbQlXMQBzcnRjBmFwcF9pZBAyMjIwMzIxMzgzNzg4MjAwODkyAAEetrCqudGTWxvb3wXTTrQVvU20tRt1E1MwF81bEqC_UNM7Gj3Uk6kwhwx-KmuE_aem_8XdZyRFhIrOxXoCT5E5vMA (consulté le 15 décembre 2025) ; « China's Silence on Gaza is Strategic / Zhang Sheng » (vidéo), *Neutrality Studies* (sur YouTube), 22 novembre 2025, 1h. 01, lien : <https://www.youtube.com/watch?v=vbawnsfZCsc&t=13s> (consulté le 15 décembre 2025).

6. *One Belt, One Road initiative* (NDR).

Ceci crée notamment de nouvelles tendances chez des pays autrefois pro-occidentaux, comme par exemple, le Nigeria, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Colombie, etc., qui développent désormais de nouveaux types de relations, avec le contrepoids que les BRICS sont en train de créer. Et les contradictions apparues récemment entre les États-Unis, le Canada et la plupart des pays de l'Union européenne (UE) semblent montrer que, même là, la confiance dans la stabilité du bloc occidental s'amenuise, du moins au sein de certaines élites. Les massacres de masse que nous avons observés en Palestine ces trois dernières années ont largement sapé la légitimité non seulement d'Israël, mais aussi, dans une large mesure, de ses alliés occidentaux, au sein de la communauté internationale et au sein de leurs propres sociétés.

Les racines des politiques néocoloniales

Le colonialisme et l'impérialisme ont toujours fonctionné dans le cadre d'une relation centre / périphérie, situation qui n'a pas été fondamentalement modifiée par l'existence du camp socialiste et des pays du Mouvement des non-alignés (MNA). Cette situation inégalitaire s'est opérée et s'opère encore géographiquement, entre et au sein des pays, et socialement, entre une classe « centrale » et des classes « périphériques ». Cette situation a persisté après que les pays socialistes et certains pays nouvellement indépendants se soient partiellement détachés du capitalisme, mais cette rupture s'inscrivait toujours dans une économie mondiale capitaliste intégrée autour des États-Unis, qui dictaient les termes des échanges. Partout dans le monde, les pays, les nations et les strates sociales privilégiées, qu'on peut qualifier de « supranationales », ont commencé à envisager de renforcer leur position en négociant une nouvelle répartition des rôles et des avantages économiques avec les puissances mondiales encore dominantes et leurs élites. Cela impliquait de rompre avec les tendances socialistes antérieures et, par conséquent, avec leurs politiques de développement général en faveur de l'ensemble de la société. Cette tendance s'est progressivement affirmée, notamment à partir de la fin des années 1970, lorsque les profits tirés de la nationalisation des ressources naturelles des pays du Sud ont pu être placés par des élites corrompues dans des paradis fiscaux militairement protégés par les puissances occidentales. Cette évolution a également conduit ces élites à souvent privilégier l'achat de biens de luxe plutôt que l'investissement dans la production locale.

Cette politique s'est généralisée après l'effondrement du camp socialiste, car elle a sapé la légitimité idéologique non seulement des politiques d'orientation

socialiste, mais aussi de toutes les politiques de développement national, même dans les pays occidentaux développés d'Europe et au Japon. Cette dynamique mondiale en faveur du capitalisme néolibéral et d'un monde unipolaire centré sur les États-Unis s'est développée des années 1990 jusqu'à une période très récente. Il est alors devenu évident que même les élites les plus fidèles aux États-Unis, issues des pays périphériques, qu'ils soient du « Sud global » ou « d'Europe de l'Est », ne seraient pas acceptées comme partenaires égaux au sein du cercle restreint des « privilégiés » qui gouvernent la planète. Nous l'avons constaté avec l'évolution de la Russie, de la Turquie et de la Hongrie depuis les années 2000, mais aussi plus tard avec la déception des dirigeants d'Europe continentale face aux « nouveaux États-Unis » de Trump. Ceci a conduit à l'émergence de nouveaux dirigeants plus indépendants, tels que Xi Jinping, Poutine, Erdogan, Orban, Fico, Tebboune, etc. De larges pans des bourgeoisies périphériques ont pris conscience de l'existence d'un « plafond de verre » les empêchant d'accéder aux plus hautes fonctions au niveau mondial, tandis que de nouveaux pôles de développement émergeaient simultanément, notamment en Asie. Ceci explique les tendances émergentes à l'œuvre aujourd'hui dans les pays du Tiers Monde, souvent rebaptisés « Sud global », et en Russie. Ces pays tendent à se déconnecter, au moins partiellement, des réseaux financiers, monétaires et sécuritaires qui ont dominé le monde depuis le démantèlement de l'Union soviétique. C'est la raison d'être des BRICS, de l'OCS, du « Groupe des 77 + Chine » (qui compte désormais plus de 140 pays), de l'ALBA, de l'ASEAN et de l'Union africaine, etc.

Structures sociales des pays coloniaux et leurs conséquences jusqu'à aujourd'hui

La structure sociale des sociétés coloniales a consolidé la position des clans traditionnels, qui tiraient profit de leur influence pour garantir les intérêts économiques de la métropole : la bourgeoisie compradore. Face à ce groupe social directement lié aux puissances coloniales, les autres groupes et classes sociales vivant dans les colonies avaient intérêt à se libérer de la puissance étrangère qui les exploitait et les empêchait de se développer librement sur les plans politique, culturel et économique. Cette situation a poussé l'immense majorité des nations coloniales à s'unir autour de mouvements anticolonialistes, allant de la bourgeoisie nationale, dont le développement dépendait des marchés locaux, au sous-prolétariat urbain et rural, incluant la petite bourgeoisie, la paysannerie et la classe ouvrière. Cette situation explique le rôle clé joué par l'analyse marxiste dans les programmes de libération nationale, y compris au sein de la plupart des organisations politiques

nationalistes ou religieuses, malgré les tendances antireligieuses que la plupart des marxistes entretenaient encore, et malgré le fait que le marxisme fût lui-même une vision du monde issue des pays coloniaux occidentaux. De la fin du XIX^e siècle aux années 1970, la tendance générale fut de créer des fronts unis anticolonialistes de masse, représentant différentes orientations politiques ou idéologiques, mais tous prêts à mobiliser les masses contre les puissances coloniales.

La révolution bolchevique russe, conjuguée à la situation coloniale, a conduit au Congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1920, précurseur de la Conférence de Bandung qui lança le processus concret de création du Mouvement des États non alignés (MNA). Ceci explique le soutien de l'Internationale communiste aux révolutions et soulèvements anticoloniaux, à commencer par le soulèvement d'Abd el Krim dans le Rif marocain, l'alliance entre les nationalistes chinois du Kuomintang et le Parti communiste chinois, la création de la Ligue Vietminh, l'élaboration du projet Nasakom par le dirigeant indonésien Soekarno, les projets socialistes arabes, le gouvernement Mossadegh en Iran, la création de l'Organisation de libération de la Palestine et du Congrès national africain d'Afrique du Sud, qui intégrait dans ses structures le Parti communiste sud-africain. Au terme de ce processus, les fronts unis de libération nationale ont réussi, presque partout dans le monde, à conquérir l'indépendance politique, malgré les tentatives coloniales de diviser les peuples principalement selon des critères ethniques, tribaux ou sectaires, la Palestine demeurant aujourd'hui l'exception la plus célèbre.

Ces fronts unis parvinrent alors à fédérer la quasi-totalité des classes sociales exploitées, opprimées ou marginalisées par le colonialisme, afin d'obtenir l'indépendance politique. Celle-ci impliquait la mise en place d'une administration d'État, d'une bureaucratie nationale, d'une armée nationale, d'un drapeau, d'un hymne national, d'une compagnie aérienne et même d'une monnaie officielle, permettant ainsi à d'importantes couches des sociétés postcoloniales de bénéficier de salaires et de conditions de vie stables. Cependant, indépendance politique ne signifiait pas indépendance économique, car les réseaux mondiaux, les principaux axes commerciaux et les monnaies de réserve restaient aux mains des anciennes puissances coloniales, de plus en plus intégrées et protégées par la principale superpuissance de l'époque, les États-Unis.

Cette situation, après l'indépendance formelle, a paradoxalement favorisé l'émergence de classes sociales capables de s'intégrer aux réseaux économiques préexistants construits par les colonialistes, et a eu tendance à fusionner les anciennes couches de la bourgeoisie compradore avec de nouvelles couches issues

des bourgeoisies nationales qui avaient lutté pour l'indépendance. Un phénomène similaire s'est également produit dans les pays socialistes, où d'importants segments de la bureaucratie locale ont commencé à rechercher une amélioration de leur niveau de vie en se plaçant par rapport aux pays les plus riches du monde. D'un côté, le « groupe des 77 » à l'ONU luttait pour l'inscription dans le droit international du principe du droit au développement et d'un nouvel ordre économique international ; de l'autre, dans la plupart des pays non alignés, on observait une tendance croissante à emprunter, surtout auprès des pays occidentaux, amorçant ainsi ce que l'on appelle aujourd'hui le « piège de la dette ». Ce phénomène a contribué à la circulation « d'argent facile » et à la formation de groupes corrompus, de moins en moins soucieux d'indépendance économique et de plus en plus liés aux grandes puissances économiques mondiales.

Cette situation explique pourquoi le Mouvement des non-alignés (MNA) s'est alors trouvé de plus en plus divisé entre les pays promouvant la révolution et le socialisme et ceux défendant les tendances anticomunistes et antisocialistes. D'un côté, on assistait à la victoire des mouvements révolutionnaires de libération nationale à Cuba, en Indochine et dans les anciennes colonies portugaises ; de l'autre, à l'assassinat de plus d'un million de communistes lors du coup d'État indonésien de 1965, puis à la rupture entre le Mali et l'Égypte avec les pays socialistes. Toutes ces tendances et contre-tendances montrent non seulement l'accroissement des divisions au sein des classes sociales autrefois unies dans la lutte pour l'indépendance politique, mais aussi la mobilisation décroissante des classes travailleuses pour défendre les programmes nationaux et sociaux radicaux qu'elles avaient soutenu au début du processus de décolonisation. Cette évolution s'est considérablement accélérée avec le démantèlement du camp socialiste et l'émergence, sur ses ruines, d'un monde unipolaire. Ceci a rendu en grande partie impossible le lancement de nouvelles politiques de développement autonomes dans le Tiers monde, et la poursuite des tentatives d'indépendance vis-à-vis des politiques américaines dans des pays comme la France à l'ouest, ou la Yougoslavie à l'est.

Les raisons de l'effondrement du mouvement vers un nouvel ordre économique international

Une fois l'indépendance politique formelle acquise, les décisions politiques ont dû se concentrer sur le développement économique. Dans les pays manquant de capitaux, deux solutions s'offraient : emprunter là où l'argent était disponible, principalement dans les pays occidentaux les plus riches, ou laisser l'État investir

pour créer une économie, une industrie et des entreprises nationales. Ces pays étaient généralement liés aux réseaux économiques occidentaux et la protection de l'État favorisait au départ l'émergence d'une bourgeoisie nationale de plus en plus indépendante, capable de gérer ses propres affaires. De fortes contradictions sont alors apparues entre les partisans d'une socialisation plus ou moins poussée des moyens de production et d'échange et ceux de politiques de développement prônant un capitalisme plus ou moins national, voire un capitalisme mondial intégré. De nouveaux courants politiques et de nouveaux dirigeants ont ainsi émergé, soutenant le secteur privé et rompant avec les anciennes politiques de développement autonomes, attirés en plus par les promesses d'investissements étrangers des riches pays capitalistes. Ce phénomène avait déjà été annoncé par le dirigeant panafricaniste Kwame Nkrumah sous le nom de « néocolonialisme ». Parmi ces nouveaux dirigeants, il convient de mentionner, non pas tant les dirigeants conservateurs et anticomunistes, restés, dès le départ, fidèles aux anciennes puissances coloniales occidentales et aux États-Unis, tels que les monarchies arabes et les dirigeants de la « Françafrique », mais plutôt ceux qui furent à l'origine des partisans, ou du moins des sympathisants des mouvements de libération nationale, comme Suharto, Moussa Traoré, Sadate, Sassou Nguesso, Chadli, Compaoré, etc.

Tous ces changements, parfois brutaux, ne sauraient s'expliquer uniquement par les choix personnels de ces dirigeants, ni même par leur corruption. Face à l'ampleur du phénomène, il est indispensable d'analyser les transformations à l'œuvre au sein des forces sociales dans les pays du Tiers Monde libérés du colonialisme ou traditionnellement situés en marge du grand marché capitaliste, comme les anciens pays socialistes d'Europe de l'Est. Outre la persistance de phénomènes culturels hérités de traditions sociales archaïques ayant survécu sous le joug colonial et de l'hégémonie culturelle continue des pays occidentaux, notamment de « l'industrie cinématographique » américaine, les processus politiques des années 1950 et 1960 ont permis la création de nouvelles structures économiques, ultérieurement privatisées au profit des bureaucraties étatiques locales, en collaboration avec les bourgeoisies nationales bénéficiant de la protection du nouvel État indépendant. Cette évolution a été rendue possible simultanément par de nouvelles politiques économiques légales et par le développement d'économies parallèles souterraines, sources de corruption généralisée. Peu à peu, une part croissante des bourgeoisies nationales, qui avaient profité de l'indépendance, a commencé à trouver de plus en plus restrictives pour leurs intérêts les règles socialistes adoptées comme compromis au moment de l'indépendance entre les classes bourgeoises patriotiques et les classes ouvrières alors très mobilisées politiquement.

Vers un nouveau non-alignement fondé sur des structures sociales renouvelées

L'émergence de nouveaux pôles de puissance et de développement a déjà créé, de fait, un monde multipolaire. La Russie, le Brésil, l'Inde, le Mexique, la Turquie, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Venezuela, l'Algérie, etc., sans parler des pays plus petits, ont rejoint les rares nations qui n'ont jamais renoncé à une politique d'indépendance nationale stricte, comme la Chine, l'Iran et Cuba. À première vue, cela peut sembler une réédition de la situation des années soixante, et certains chercheurs soulignent même les similitudes entre le Mouvement des non-alignés post-Bandung, né dans un monde bipolaire, et le renouveau du Mouvement des non-alignés qui réapparaîtrait avec l'émergence du monde multipolaire autour des BRICS et de l'OCS. Mais si ce point de vue repose sur des faits objectifs, une différence importante doit également être prise en compte. Le processus de décolonisation n'aurait pu aboutir sans le rôle actif joué alors par les masses laborieuses mobilisées pour la libération nationale, même si, ici et là, les bourgeoisies nationales et la petite bourgeoisie ont joué un rôle significatif.

La situation est différente aujourd'hui, car on observe dans tous les pays BRICS, et même en Chine, pays officiellement socialiste, ou en Iran, pays officiellement révolutionnaire, que le rôle principal dans cette évolution vers la multipolarité est joué bien plus par les entrepreneurs et les gestionnaires locaux que par les ouvriers ou les paysans. Si les classes ouvrières et les jeunes exercent parfois de fortes pressions, ils sont généralement désorganisés et ne disposent plus des outils dont ils disposaient auparavant, tels que les grands syndicats, les partis politiques radicaux ou, dans le cas de l'Iran, les mosquées radicales. Aujourd'hui, les classes ouvrières se voient au mieux attribuer le rôle d'accompagnatrices des processus vers la multipolarité, au pire celui d'observatrices. Ceci explique l'ambiguïté que l'on constate actuellement dans les politiques étrangères et économiques de pays comme la Russie, la Turquie, ou encore l'Algérie, sans parler de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis ou de l'Inde, dans le conflit qu'Israël mène activement contre le peuple palestinien, avec le soutien des États-Unis et de l'ensemble du « collectif occidental ». Nous constatons que, quasiment au niveau des individus, le monde entier s'identifie, comme jamais auparavant, à la lutte de la nation palestinienne, mais ce n'est pas le cas des États, y compris dans une large mesure de ceux qui constituent les « nouveaux pôles » du monde multipolaire, les BRICS.

On peut faire le même constat dans tous les autres conflits où les pays et les puissances émergentes hésitent à s'engager avec la même constance et la même ténacité

que lors des guerres de libération nationale, non seulement de la part des peuples concernés, mais aussi de celle des puissances anti-impérialistes qui les soutenaient alors. Même la guerre menée par la Russie en Ukraine n'a pas donné lieu à une politique de mobilisation massive du peuple russe par les autorités russes. Cela n'a rien à voir donc, avec le mouvement de mobilisation de masse que Staline et les communistes soviétiques étaient parvenus à organiser en 1941. On peut en déduire que les classes dirigeantes des pays cherchant à s'éloigner du centre occidental ne souhaitent pas se placer dans une position qui les rendrait dépendantes de la bonne volonté des masses de leurs propres pays. Aujourd'hui, nous n'avons plus affaire à des puissances révolutionnaires, mais, dans les cas les plus radicaux, à des puissances postrévolutionnaires. Il existe donc des « contradictions au sein du peuple », pour reprendre les termes de Mao Zedong, qui se sont développées au détriment des classes laborieuses dans chaque pays et, au mieux, au profit des bourgeoisies locales.

Cette situation ambiguë explique alors pourquoi la Russie a accepté la chute de la Syrie aux mains d'anciens terroristes islamistes takfiris, pourquoi la Russie, la Chine ou l'Algérie n'ont pas soutenu activement la résistance palestinienne comme elles l'avaient fait dans les années soixante-dix et pourquoi elles ont laissé Donald Trump imposer à l'ONU une nouvelle résolution *de facto* coloniale concernant Gaza, avec l'approbation d'une masse de pays arabes et asiatiques, soi-disant membres du Mouvement des non-alignés, mais en réalité, dans une large mesure, instruments néocoloniaux des dirigeants, banquiers et économies mondiaux.

Dans ce contexte, certains de ses membres, comme les Émirats arabes unis ou même l'Inde, peuvent considérer les BRICS comme une « police d'assurance » en cas d'effondrement du dollar américain et du bloc occidental, plutôt que comme une alternative valable. La Russie semble profondément divisée, de la base au sommet. Cette division se manifeste par la présence de deux figures clés au sein de l'élite politique et économique russe : Elvira Nabulina, qui demeure à la tête de la Banque centrale de Russie et affiche clairement son adhésion aux dogmes néolibéraux du FMI, et Sergueï Glazyev, un « Eurasien » d'origine ukrainienne, chargé de l'intégration eurasiennne et partisan de l'interventionnisme étatique. L'Algérie se concentre désormais sur son audacieuse politique de réindustrialisation dans un environnement où les pressions et menaces impérialistes sont nombreuses, ce qui peut expliquer son isolement au sein de la Ligue arabe et sa prudence envers les États-Unis

Deux autres puissances présentent des caractéristiques plus marquées d'un non-alignement conséquent : la Chine et l'Iran. En Chine, bien que la structure

sociale du pays et les principes fondateurs de son pouvoir politique reposent sur une alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale, l'influence de cette dernière est maintenant bien plus visible qu'après 1949. Parallèlement, la structure de la propriété économique et l'éducation idéologique de la population confèrent aux classes laborieuses un rôle officiel inimaginable dans les autres pays BRICS. En Iran, l'idéologie qui légitime le système est loin d'une analyse marxiste des classes, mais elle demeure le fruit d'une révolution populaire promouvant une idéologie révolutionnaire centrée sur les plus pauvres et encourageant les coopératives, qui ne constituent pas à proprement parler une structure capitaliste.

En réalité, dans tous les pays mentionnés ci-dessus, qu'ils clament leur engagement en faveur de politiques sociales progressistes, voire socialistes, ou qu'ils soient strictement capitalistes, l'agressivité militaire et économique dont font preuve les États-Unis et leurs alliés⁷ à leur encontre les pousse vers une émancipation économique qui, à long terme, tend à renforcer la position des classes laborieuses. Ceci s'explique notamment par le fait que ces pays mènent une politique industrielle qui, même capitaliste, les distingue des pays occidentaux dominés par le capital financier, lesquels peuvent encore, pour l'instant, appliquer des politiques de désindustrialisation et de délocalisation.

Mais cette situation ne change rien au fait que les pays BRICS ont démontré qu'ils n'ont pas, à ce jour, la force, et pour certains même la volonté, de développer une véritable alternative au capitalisme mondial centré sur les États-Unis, actuellement en crise profonde. Cela tient en grande partie à la base sociale des gouvernements en place. Ce contexte donne aux États-Unis, en pleine crise, le temps de maintenir leur hégémonie et même de freiner l'influence des puissances multipolaires. On observe cette évolution notamment dans le monde arabe, mais on constate aussi une contre-attaque des USA en Amérique latine, en Asie orientale et, enfin, en Europe, où les sanctions antirusse ont rendu les économies de l'UE beaucoup plus dépendantes des États-Unis et beaucoup moins performantes qu'avant la guerre en Ukraine.

7. Voir la déclaration de l'ancien ministre de l'Éducation Nationale sous Jacques Chirac, Luc Ferry (2002-2004) sur les racines « occidentales » de la guerre en Ukraine qui a poussé la Russie vers « l'alliance chinoise » : « Arrêtez de mentir : Poutine n'est pas l'ennemi, c'est l'Ukraine l'agresseur. Tension sur LCI » (vidéo), *Bsean Media TV* (sur *YouTube*), 23 novembre 2025, 16 min. 15, lien : https://www.youtube.com/watch?v=QhD_qOhosXI (consulté le 15 décembre 2025).

Au moment même où la plupart des nations du monde découvrent le cynisme des gouvernements occidentaux en Palestine, mais déjà perceptible en Libye, en Syrie, au Soudan, en République démocratique du Congo, etc., on constate que les BRICS et l'OCS préparent les conditions d'un nouveau monde multipolaire et d'un nouvel ordre économique international. Cependant, cela ne suffira pas à faire des BRICS une réussite. Ce dont les pays non alignés et les nations du Sud, mais aussi de l'Est et de l'Ouest, ont cruellement besoin aujourd'hui, c'est de retrouver le chemin d'une mobilisation et d'une créativité populaires capables d'obliger leurs gouvernements à dépasser les ambiguïtés actuelles qui dominent aussi bien l'Occident conservateur et néoconservateur que les puissances émergentes.

En résumé, les BRICS ne constituent pas une alternative à la situation catastrophique que connaît actuellement l'humanité, avec ses élites quasi aveugles qui gèrent les affaires mondiales au jour le jour sans aucune vision à long terme. Les BRICS ne constituent qu'un contrepoids à cette « gouvernance » mondiale inefficace, mais ne créent pas un projet alternatif concret sur les plans social, culturel, économique, idéologique, politique et civilisationnel. Cependant, les BRICS et l'OCS, avec le « groupe des 77 » et le Mouvement des non-alignés, ou encore des associations régionales comme l'ASEAN ou l'ALBA, créent les outils économiques, culturels, scientifiques, politiques et militaires qui préparent le terrain pour des transformations mondiales à long terme. Cette évolution a déjà touché les sociétés occidentales, désormais de plus en plus conscientes de la nécessité de trouver une alternative au désordre mondial actuel. ■

28 novembre 2025

Bibliographie

- Bakrie Connie Rahakundini, *From the Dream of Civilization to the Birth of a Conscious Nation*, Bogor, CRBook publ., 180 p.
- Bielen Stanislaw, *Czas Ryzyka w stosunkach miedzynarodowych* (The era of risk in International relations), ASPRA-JR, 2025, 394 p.
- *Charte des Nations Unies*, San Francisco, 26 juin 1945, lien : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text> (consulté le 15 décembre 2025).
- Cheminade Jacques, *Répondre au cri du peuple* (Answering to the Cry of the People), Paris, Glyphé, 2025, 280 p.
- Dénécé Eric, *La face cachée des révolutions arabes* (The Hidden face of Arab revolutions), Paris, Ellipses, 2012, 534 p.
- Jachacy Krystian, *Rewolucja Peryferii* (The revolution of the peripheries), Praca Polska, 240 p.

- Khudori Darwis (dir.), *Bandung-Belgrade-Havana in Gbol History and Perspective – The Deployment of Bandung Constellation towards a Global Future*, Airlanga University Press, 2023, 364 p.
- Khudori Darwis (dir.), *Bandung at 70 – To Build the World anew in a Global Perspective*, Bandung, Ultimus, 2025, 302 p.
- Monville Aymeric, Page Jean-Pierre, Vivas Maxime (dir.), *La Russie sans œillères – Du conflit en Ukraine au tournant géopolitique mondial* (Russia without blinders – From the conflict in Ukraine to the global geopolitical turning point), Paris Delga, 2022, 321 p.
- Monville Aymeric, Page Jean-Pierre, Vivas Maxime (dir.), *Chine / USA : La guerre imminente ?* (China – USA : the Imminent War ?), Paris, Delga, 2023, 361 p.
- Prone André (dir.), *L'autre voie pour l'humanité – 100 intellectuels s'engagent pour un post-capitalisme* (the Other Path for Humanity – 100 Intellectuals engaged for post-capitalism), Paris, Delga, 2018, 391 p.
- Toubassi Marwan Emil, « Resolution 2803 : When the Security Council Becomes a Tool to Manage Occupation Instead of Ending It », *Defend Democracy Press*, 23 novembre 2025, lien : <https://www.defenddemocracy.press/resolution-2803-when-the-security-council-becomes-a-tool-to-manage-occupation-instead-of-ending-it/> (consulté le 15 décembre 2025).
- « Vers un nouvel ordre économique international : résolution adoptée par l'Assemblée générale », ONU, Assemblée générale (77e session : 2022-2023), lien : <https://digitallibrary.un.org/record/3998613?ln=fr&v=pdf> (consulté le 15 décembre 2025).
- ZhangSheng, « From Global Anti-Imperialism to the Dandelion Fighters. China's Solidarity with Palestine from 1950 to 2024 », *TNI (Transnational Institute)*, 12 mars 2025, lien : https://www.tni.org/en/article/from-global-anti-imperialism-to-the-dandelion-fighters?fbclid=IwY2xjawOTwfZleHRuA2F1bQIxmQBzcRjBmFwcF9pZBAyMjIwMzkxNzg4MjAwODkyAAEeVjSLQ5JwaTySct0mv8hjZ8D1WNYG0VadZKJBjBDyfpCIR3HHDvnRMppjSo_aem_BXItlu3-zJRZDrNUjW6YrA (consulté le 26 novembre 2025).

Vidéos citées :

- « Arrêtez de mentir : Poutine n'est pas l'ennemi, c'est l'Ukraine l'agresseur. Tension sur LCI », *Bsean Media TV* (sur *YouTube*), 23 novembre 2025, 16 min. 15, lien : https://www.youtube.com/watch?v=QhD_qOhosXI (consulté le 15 décembre 2025).
- « China's Silence on Gaza is Strategic / Zhang Sheng », *Neutrality Studies* (sur *YouTube*), 22 novembre 2025, 1h. 01, lien : <https://www.youtube.com/watch?v=vbewnsfZCsc&t=13s> (consulté le 15 décembre 2025).